



DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL	Délibération
Séance du 25 novembre 2025	n° 2025-070

Nombre de conseillers en exercice	Présents	Votants	<p>L'an deux mille vingt-cinq, et le vingt-cinq novembre, le conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sur la convocation qui leur a été adressée par Monsieur Nicolas CARTAILLER,</p> <p>Présents : Nicolas CARTAILLER, Pierre de QUEYLARD, Elisabeth VIOLA, Corinne LEFEBVRE, Bachir EL KHALFI, Jacques CORCESSIN, Roland VIOLA, Luc VINCENT, Cécile FABRE, Laure ZEROUALI, Carole GALINY, Sabine HUGUES,</p> <p>Absents excusés : N'Fissa BENSaid, Elma PIRAZZI, Manon BLOQUE, Eric GONSSARD, Ghislaine REBOLLO</p> <p>Absents représentés : Stéphane MATEO pour Bachir EL KHALFI, Florian BOISSIN pour Nicolas CARTAILLER</p> <p>Secrétaire de séance : Cécile FABRE</p>
19	12	14	
Date de la convocation :			
21 novembre 2025			
Objet :			
Cession foncière AE30 et 31 dans la Vigière à M. MAHTAT			

Le conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu les articles L.2121-29 du CGCT,

Vu les articles L.2241-1 et suivants du CGCT,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment l'article L.3211-14,

Vu l'offre d'achat faite le 3 novembre 2025 par Monsieur MAHTAT Driss et adressée à la commune de Remoulins, concernant les parcelles cadastrées section AE n°30 et 31 au prix 1,35 euros du mètre carré, frais de notaire à sa charge,

Considérant que les parcelles cadastrées AE n°30 et 31, d'une superficie totale de 2 200 m², appartiennent au domaine privé de la commune,

Considérant que lesdites parcelles ne sont pas susceptibles d'être affectées utilement à un service public communal ; que par ailleurs la commune a besoin de ressources extraordinaires pour faire face à certaines dépenses nécessaires,

Considérant l'intérêt pour la commune de céder une emprise foncière dont elle n'a pas usage,

Considérant que la saisine des domaines n'est pas obligatoire pour les acquisitions amiables d'une valeur hors taxes, hors droits, supérieure ou égale à 180 000 €,

Considérant qu'il convient de se positionner sur la cession de ces parcelles et d'en définir les conditions générales de vente.

Le conseil municipal, l'exposé du Maire entendu, et après avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **APPROUVE** la cession des parcelles cadastrées section AE n°30 et AE n°31, d'une superficie totale de 2 200 m², au prix de 1.35 euros net vendeur du m², au profit de Monsieur MAHTAT Driss,
- **PRECISE** que les frais, taxes, droits et honoraires liés à la rédaction de l'acte de vente seront à la charge de l'acquéreur,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'acte notarié et tous documents afférents à ces acquisitions.

Le secrétaire de séance,
Cécile FABRE

Délibéré les jour, mois et an susdits

Pour copie conforme

Le Maire,

Nicolas CARTAILLER



La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes ou il peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr ou d'un recours gracieux auprès de la commune de Remoulins, étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit implicite ou explicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le tribunal.